



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Petits travaux de second œuvre dans les locaux et sites de l'ISAE-
SUPAERO**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 27 juin 2025 à 12:00












Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace

10 Avenue Marc Pelegrin

BP 54032

31055 TOULOUSE CEDEX 4

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Petits travaux de second œuvre dans les locaux et sites de l'ISAE-SUPAERO
	Mode de passation	Procédure adaptée
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	6
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	5
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Renouvellement.....	6
2 - Conditions de la consultation.....	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Développement durable.....	7
3 - Les intervenants	7
3.1 - Contrôle technique.....	7
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 - Conditions relatives au contrat.....	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 – Visite de site.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier	11
8 - Examen des candidatures et des offres.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation	13
9 - Renseignements complémentaires.....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours.....	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : La réalisation de prestations de petits travaux de second œuvre dans les locaux et sites de l'ISAE-SUPAERO

Lieu(x) d'exécution :
ISAE-SUPAERO
10, avenue Marc Pégérin
BP 54032 - 31055 Toulouse CEDEX 4

Aérodrome Labordes
Hangar ISAE_SUPAERO
44, Rue Jean René Lagasse
31130 Balma

Espace Clément Ader
Rue Caroline Aigle,
31400 Toulouse

Maison de la Formation Jacqueline Auriol,
Avenue Bernard Maris,
31400 Toulouse

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

A titre indicatif et non contractuel, sur la base des estimations réalisées sur le nombre de commandes passées sur les quatre dernières années et leur montant, la remise en concurrence des titulaires (conclusion de marchés subséquents) des lots 1,2,4,5 et 6 devrait intervenir dans les proportions suivantes par lot :

LOTS	Pourcentage de commandes pouvant donner lieu à une remise en concurrence via marchés subséquents (nombre de commandes estimé dont le montant est supérieur au dernier seuil défini à l'article 1.5 du CCAP)
LOT 1	6,82 %
LOT 2	10,00 %
LOT 4	17,74 %
LOT 5	8,11 %
LOT 6	23,53 %

Chaque lot sera attribué à un maximum de 2 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres), à l'exception du lot 3, qui est mono attributaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Maçonnerie / Plâtrerie / Faux plafonds / Carrelage / Faïence / Désamiantage
02	Serrurerie / charpente métallique / bardage
03	Menuiserie bois
04	Menuiserie aluminium / Vitrage / Occultations et maintenance
05	VRD / Marquages au sol /signalétique verticale / Clôtures
06	Peinture / Revêtement de sol

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	45262522-6	Travaux de maçonnerie
01	45410000-4	Travaux de plâtrerie
01	45432120-1	Travaux d'installation de faux plancher
01	45431000-7	Carrelages
02	44316500-3	Serrurerie
02	45261213-0	Travaux de couverture métallique
02	45262650-2	Travaux de bardage
03	45420000-7	Travaux de menuiserie et de charpenterie
04	45420000-7	Travaux de menuiserie et de charpenterie
04	45421143-8	Travaux d'installation de stores
04	45421145-2	Travaux d'installation de volets roulants
05	45112500-0	Travaux de terrassement
05	45233142-6	Travaux de réparation de routes
05	45316200-7	Installation de matériel de signalisation

Lot(s)	Code principal	Description
05	45340000-2	Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité
05	45233293-9	Installation de mobilier urbain
06	45442100-8	Travaux de peinture
06	45432210-9	Travaux de revêtement mural
06	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
01	BE01	MACONNERIE, DEMOLITION ET DESAMIANPAGE
	BE04	PLATRERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS
02	BE02	MENUISERIE, SERRURERIE
	BE03	ETANCHEITE, BARDAGE, COUVERTURE ET ZINGUERIE
03	BE02	MENUISERIE, SERRURERIE
04	BD11	PORTES, FENETRES ET MENUISERIES
	BE09	AUTRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES BATIMENTS
05	BE08	VOIRIE RESEAUX DISTRIBUTION (VRD)
	BD26	FOURNITURES ET EQUIPEMENT DE SIGNALISATION DES BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES
	BE09	AUTRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES BATIMENTS
06	BE05	PEINTURES, REVETEMENTS DE SOLS, RAVALEMENT

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Chaque bon de commande précisera le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cas pratique pour chiffrage des offres et son annexe
- Le cadre de réponse technique

Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr .

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme (<http://www.marches-publics.gouv.fr>). Toutefois, avant de pouvoir télécharger le dossier de consultation des entreprises, les candidats doivent impérativement s'inscrire. A défaut, ils ne seront pas enregistrés et l'

ISAE-SUPAERO n'aura pas connaissance de leur téléchargement. De ce fait, il ne lui sera pas possible d'informer les candidats des modifications éventuelles du DCE. Les personnes téléchargeant le dossier de consultation des entreprises seront donc particulièrement attentives à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse pourra être utilisée par l'ISAE-SUPAERO pour informer des éventuelles modifications du dossier de consultation des entreprises et pour suivre les échanges avec les candidats postérieurement à la remise des offres. La validité de cette adresse électronique déclarée relève de la responsabilité du candidat. L'ISAE-SUPAERO ne saurait être engagé par des documents non téléchargés directement par les candidats sur la plateforme de dématérialisation indiquée ci-dessus.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant **la situation juridique** de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant **la capacité économique et financière** de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Libellés	Signature
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité	Non
Habilitation électrique	Non
Habilitation travail en hauteur	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Les cas pratiques	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Cadre de réponse technique	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat sont indiquées au cahier des charges.

6.2 – Visite de site

Une visite sur site est possible. **Cette visite est facultative.**

La visite aura lieu le **mardi 3 juin de 10 heures à 12 heures.**

Les candidats peuvent s'inscrire sur le créneau disponible. Ils devront impérativement en faire la demande, au plus tard la veille du jour de la visite, à l'adresse suivante : marches@isae-supero.fr en précisant la consultation objet de la visite et l'identité des personnes présentes.

Il est entendu que pour des raisons d'égalité de traitement entre les candidats, il ne sera répondu à aucune question lors de la visite. Toutes les questions devront faire l'objet d'une question via le profil acheteur de l'ISAE SUPAERO et une réponse sera apportée à l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Suite à la dématérialisation obligatoire des échanges depuis le 1er octobre 2018, toute offre papier sera considérée comme une offre irrégulière.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Lorsque la possibilité est laissée aux candidats de transmettre leurs copies de sauvegarde par voie dématérialisée, la copie de sauvegarde peut également être déposée par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

précédée de la mention " n° de consultation - NE PAS OUVRIR - COPIE DE SAUVEGARDE - NOM DE L'ENTREPRISE"

ISAE-SUPAERO

Service achats

10 Avenue Marc Pégérin

BP 54032

31055 TOULOUSE CEDEX 4

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra faire l'objet d'une demande de régularisation ou être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante et sont identiques pour tous les lots :

Les critères seront communs à tous les lots du marché :

Critères de notation	Pondération
1. Prix	60%
1.1 Sous-critère 1 : Prix du cas pratique <i>Ce document a été établi en amont de la publication de la consultation sur la base de cas pratiques</i>	50 %

<i>représentatifs des prestations types qui peuvent être effectuées sur le lot en question</i>	
<i>1.2 Sous-critère 2 : Coefficients multiplicateurs appliqués en cas de prestation sous-traitée et/ou de fourniture</i>	<i>10 %</i>
2. Valeur technique	30 %
<p><i>2.1 Sous-critère 1 : Moyens humains et matériels</i></p> <p><i>Qualité de l'organisation de l'équipe :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Moyens Humains affectés à la réalisation du marché, CV, fonction actuelle, expérience (entreprise, nombre d'année, type de site exploité) formations professionnelles et qualification, formation initiale), habilitation et solution de remplacement,</i> - <i>Pertinence des moyens matériels affectés</i> 	<i>15%</i>
<p><i>2.2 Sous-critère 2 : Qualité de la méthodologie d'intervention</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Méthodologie de traitement d'une demande d'intervention dans le respect des délais indiqués au CCTP (de la demande de devis à la facturation)</i> - <i>Méthodologie globale de réalisation d'une prestation incluant notamment la méthodologie mise en œuvre pour le suivi et la réception des travaux (chaque méthodologie doit être adaptée au lot en question) → évalué sur la base d'un cas pratique type adapté à chacun des lots (CF cadre de réponse technique)</i> - <i>Descriptif des dispositions particulières prises pour le travail en site occupé et en site sensible (ex salles blanches)</i> - <i>Prise en compte de la co-activité des opérations multi-lots) → évalué sur la base d'un cas pratique (CF cadre de réponse technique)</i> - <i>Capacité à répondre aux sollicitations du maître d'ouvrage tout au long de l'année y compris pendant la période estivale et la période de fin d'année</i> - <i>Capacité à mener plusieurs chantiers simultanément le cas échéant</i> 	<i>15 %</i>
3. Politique du candidat en matière de responsabilité sociétale et environnementale	10%
<p><i>Sous-critère 3.1 : Développement durable</i></p> <p><i>Descriptif détaillé de la démarche environnementale que le candidat met en œuvre pour assurer l'exécution des prestations objet du marché :</i></p>	<i>10%</i>

<p>- Proposition du candidat de l'ensemble des solutions écologiques et innovantes qu'il peut mettre en oeuvre pour la réalisation des prestations objet du présent marché (utilisation de matériaux biosourcés et/ou éco-responsables, produits respectueux de l'environnement, limitation des déchets, modalités de transport et de livraison des matériaux/ déchets (ex optimisation des collectes/livraisons ...) → communication des fiches produits, développement des procédures ...</p>	
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les **3 candidats sélectionnés**. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra prendre la forme d'échanges écrits, de courriels et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le Pouvoir Adjudicateur et pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Ils devront, à cet effet, transmettre une adresse électronique valide pour toute la durée de la consultation.

La (lot 3)/les offres la mieux classées (lots 1,2,4,5 et 6) seront donc retenues à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le/les candidats retenus à titre provisoire déposeront leurs attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Les documents demandés, s'ils sont établis par des organismes étrangers, sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Dans le cas où le candidat a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle à l'appui de sa candidature ou de son offre, si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis la dite attestation, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, soit le 13 juin 2025.**

ATTENTION : Suite au récent changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « **nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr** » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr »).

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours ouvrés au plus tard avant la date limite de remise des plis, soit le 19 juin 2025.**

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux
118 Cours Maréchal JUIN

BP 10001
33075 BORDEAUX CEDEX

